
Histoire politique de l'administration

Marc Olivier Baruch



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/annuaire-ehess/19832>

ISSN : 2431-8698

Éditeur

EHESS - École des hautes études en sciences sociales

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2010

Pagination : 147-150

ISSN : 0398-2025

Référence électronique

Marc Olivier Baruch, « Histoire politique de l'administration », *Annuaire de l'EHESS* [En ligne], | 2010, mis en ligne le 01 juin 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/annuaire-ehess/19832>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

EHESS

Histoire politique de l'administration

Marc Olivier Baruch

Marc Olivier Baruch, *directeur d'études*

Initiation à l'histoire politique de l'administration

- 1 OUVERT aux étudiants à partir de la première année de master, cet enseignement se proposait de mettre en évidence la part fondamentalement politique du travail administratif dans les États contemporains. Les interrogations sont parties d'un paradoxe, à savoir que le niveau de connaissance de l'appareil d'État semble inversement proportionnel à la place qui lui est consacrée dans la circulation de l'information. Sur un sujet aussi important que la formation des hauts fonctionnaires par exemple, les condamnations toutes faites, pas nécessairement injustifiées d'ailleurs, tiennent souvent lieu d'analyse, hors de toute prise en compte historique.
- 2 Le séminaire s'est donc organisé en trois sous-ensembles. Il s'est d'abord agi, dans les trois premières séances, de présenter la nature de la « question administrative » dans la France du XX^e siècle, de mettre en évidence les problématiques qu'elle soulève et de dresser un panorama d'ordre historiographique. Celui-ci a conclu, non sans ambition, à l'idée d'une histoire administrative comme histoire globale, relevant certes d'une histoire politique pour autant que celle-ci ne se satisfasse pas de la réduction du politique à la classique « vie politique » d'antan, mais aussi d'une histoire sociale, y compris dans ses aspects « micro » (une forme d'*Alltagsgeschichte* des bureaux), d'une histoire économique par le biais des finances publiques, d'une histoire des savoirs et des techniques enfin autour de la question des modes et des pratiques de réforme de l'État.
- 3 Pour tenter de comprendre la place de l'administration dans la nation, dans la République, dans l'État, plusieurs topiques ont été soulevées, chacune sous forme de trilogie. On commencera, pour mémoire, par celle proposée jadis par Pierre Nora

(République, Nation, France) pour la décliner en une série d'autres, pas non plus secondaires : expertise-décision-évaluation, État société civile République, légitimité-souveraineté-démocratie. Dans un schéma idéal, qui continue à régner fantasmatiquement dans le discours sur l'État, les trois « devoirs » du fonctionnaire (administrer, obéir, rendre des comptes) s'en déduisent, et il n'y a pas de problème.

- 4 Comment expliquer dans ces conditions l'ancienneté et la persistance de questions non réglées depuis pratiquement un siècle. Il est frappant en effet de constater que les grands juristes de droit public du début du XX^e siècle, alors sociologues, posaient des questionnements qui restent pleinement d'actualité sur la continuité du service public en cas de grève des agents publics, ou sur celle des modes de gestion permettant à l'État de remplir sa mission élargie d'« instituteur du social » (P. Rosanvallon).
- 5 Ce furent sur quelques-unes de ces interrogations que portèrent les séances consacrées à des études de cas, le terme devant être entendu dans son sens le plus large. L'initiateur du séminaire aborda ainsi la problématique du service de l'État dans la France contemporaine selon quatre angles d'attaques (le métier de préfet, la classe administrative sous la Quatrième République, la formation des hauts fonctionnaires, l'impossible articulation entre statut, syndicalisme et grève des fonctionnaires), avant que trois chercheurs ne viennent exposer les résultats de leurs travaux : Émilien Ruiz (« Trop de fonctionnaires ? La question des effectifs de la fonction publique dans la France du XX^e siècle »), Jean Le Bihan (« Les fonctionnaires, intermédiaires, au XIX^e siècle ») et Alain Chatriot (« L'État face à la représentation des intérêts dans la France du XX^e siècle »).

Administrations et États contemporains : histoire, sociologie, science politique (avec Philippe Bezes, Alain Chatriot, Patrick Le Lidec, *chargés de recherche au CNRS*)

- 6 Destiné en premier lieu aux chercheurs, enseignants-chercheurs, post-doctorants et doctorants, ce séminaire AhMoc a été, pour la seconde année, organisé conjointement par le Centre d'études et de recherche en science administrative (CERSA, UMR CNRS-Université Paris-II/Panthéon-Assas) et par l'équipe AhMoc (Approches historiques des mondes contemporains) du Centre de recherches historiques (UMR EHESS-CNRS).
- 7 Il s'agissait, comme l'année précédente, d'aborder la question de l'État contemporain dans une perspective d'emblée interdisciplinaire, et à cette fin d'analyser chacun des thèmes choisis sous les angles de l'histoire, de la sociologie et de la science politique. Le format, contraignant mais nécessaire pour tenter cette mise en perspective, est demeuré celui de séances bimensuelles de trois heures.
- 8 La première d'entre elles a fait dialoguer deux politistes inscrivant leurs travaux dans la longue durée de la France post-révolutionnaire. Sous la rubrique « État et administration en France au XIX^e siècle », Sudhir Hazareesingh, professeur à Balliol College (Université d'Oxford), a ainsi présenté le livre posthume de Vincent Wright consacré aux préfets de Gambetta, tandis qu'Olivier Ihl a analysé la passion française des décorations, à partir de son ouvrage *Le mérite et la République. Essai sur la société des émules*.

- 9 Au cours de l'année, deux rencontres ont été exclusivement d'ordre historique, qu'il s'agisse d'une mise en perspective des recherches récentes sur le socialisme et son historiographie (Julian Wright [Université de Durham] et Gilles Candar) ou, dans un tout autre domaine, de la présentation des recherches de deux collègues israéliens, Renée Poznanski (professeur de science politique à l'Université Ben Gourion à Beer Sheva) et Daniel Blatman (professeur d'histoire à l'Université hébraïque de Jérusalem), sur la persécution des juifs pendant la Seconde Guerre mondiale.
- 10 Au risque de schématiser, on peut regrouper les autres séances en trois sous-ensembles. Le premier d'entre eux s'attache à étudier, parmi d'autres, quelques thèmes majeurs des interventions publiques : politiques sociales (Martin Lengwiller [Université de Bêle], La transformation des assurances sociales durant la Seconde Guerre mondiale ; Christophe Capuano, La politique familiale sous Vichy), sécurité alimentaire avec une présentation par Steve Kaplan (Université Cornell), de son livre *Le pain maudit. Retour sur la France des années oubliées 1945-1958* ou encore, politique publique ayant dû se construire dans un contexte particulièrement troublé, la transfusion sanguine avec les présentations de Sophie Chauveau (la transfusion sanguine en France des années 1940 aux années 2000) et Emmanuelle Fillion (*L'épreuve du sang contaminé : renouvellement de la santé publique et métamorphose du monde médical de l'hémophilie*).
- 11 Il s'est ensuite agi de décliner, sur un mode tant sociologique qu'historique, l'étude des élites politico-administratives de la France contemporaine. À la présentation programmatique, par William Génieys, d'une approche théorique de la sociologie des élites en action succédèrent des présentations, mêlant empirie et méthodologie, de leurs réflexions par de jeunes chercheurs travaillant sur des thèmes très variés : domination et élites du pouvoir en France (François Denord), modalités d'administration de la banlieue parisienne de la fin du XIX^e siècle à l'époque contemporaine (Emmanuel Bellanger, Émilie Biland), corps des Ponts-et-Chaussées, pris tant dans son histoire longue (Frédéric Graber) que dans ses mutations les plus récentes (Julie Gervais).
- 12 Enfin deux séances furent consacrées, animées pour l'essentiel par des politistes, à l'évolution de l'administration française du fait de contraintes apparues et amplifiées au cours des dernières décennies : prise en compte d'une gouvernance au niveau européen (Pauline Ravinet et, pour une approche d'ordre historique, Laurent Warlouzet) d'une part, criminalité financière (Gilles Favarel-Garrigues, Thierry Godefroy et Pierre Lascoumes autour de leur livre *Les sentinelles de l'argent sale. Les banques aux prises avec l'anti-blanchiment*) d'autre part.

INDEX

Thèmes : Histoire, Problèmes généraux